



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE  
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Jun 2022



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

---

**Juin 2022**

## SOMMAIRE

<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>5</b>
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	10
<b>II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>12</b>
2.1. Production de biens et services	12
2.2. Inflation	15
<b>III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONÉTAIRE</b>	<b>17</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	17
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	18
3.3. Liquidité bancaire	18
3.4. Situation monétaire	20
<b>IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>22</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2. Marché des titres de la dette publique	23
<b>V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>24</b>
5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	24
5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	25
5.3. Perspectives d'inflation	26
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>27</b>

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE<sup>1</sup>

### 1. Évolution récente

L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les incertitudes liées à la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. L'assouplissement des restrictions visant les usines, dans le cadre de la politique zéro-Covid-19 en Chine, a exercé un effet modérateur.

Aux **États-Unis**, les signes de ralentissement de l'activité économique se sont multipliés. La demande intérieure s'est affaiblie, avec la dégradation de la confiance des consommateurs et la baisse inattendue des ventes de détail. Le rythme de croissance de l'activité du secteur privé s'est replié en mai 2022, avec l'indice PMI ressortant à 57,0 points, après une réalisation de 59,2 points pour le mois d'avril 2022. Dans la **zone euro**, l'activité économique a ralenti sa progression en mai 2022. Les difficultés d'approvisionnement, la flambée des prix et les incertitudes liées à la guerre en Ukraine ont pesé sur l'activité. L'indice PMI composite résumant l'activité du secteur privé a baissé, en passant de 55,8 points en avril à 54,8 points en mai 2022. L'économie **britannique** a, de son côté, connu un net ralentissement de sa croissance, en lien avec l'affaiblissement de la demande, induit par la fermeté des prix. Ainsi, l'indice PMI composite de l'activité globale a, par conséquent, baissé, en passant de 58,2 points en avril à 53,1 points en mai 2022. Au **Japon**, l'économie a continué sur sa tendance haussière malgré les contrecoups économiques de la guerre en Ukraine. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 53,3 points en mai 2022, après une réalisation de 53,2 points en avril 2022.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, un redressement de la production industrielle est noté, du fait de l'assouplissement des restrictions liées à l'épidémie de coronavirus imposées dans certaines villes. L'indice PMI manufacturier s'est établi à 49,6 points en mai 2022, contre 48,0 points en avril 2022. En **Inde**, l'activité économique a continué son accroissement, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 54,6 points en mai 2022 après 54,7 points en avril 2022. En **Russie**, malgré une amélioration de l'activité, l'économie continue de se ressentir des effets des sanctions internationales. L'indicateur avancé PMI, ressortant à 48,2 points en mai 2022, après 44,7 points en avril 2022. L'économie **brésilienne** a également ralenti son expansion, avec un indice PMI passant de 58,5 points en avril 2022 à 58,0 points en mai 2022.

En **Afrique du Sud**, l'activité industrielle a connu une progression, à un rythme plus rapide en mai 2022. En effet, l'indice PMI est passé de 50,7 points en avril 2022 à 54,8 points en mai 2022. Au **Nigeria**, l'activité économique a maintenu sa tendance haussière. L'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est resté inchangé à 53,9 points entre avril et mai 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite montre une accélération du déclin de l'activité manufacturière, avec un indice PMI s'établissant à 47,4 points en mai contre 48,3 points en avril 2022. Dans la **zone CEMAC**, l'activité économique a été orientée à la hausse. Elle est portée par la bonne tenue de la demande intérieure et la hausse des cours du baril de pétrole, ainsi que le regain de reprise des secteurs sinistrés par la pandémie de Covid-19.

Les indicateurs de la conjoncture interne disponibles, ceux à fin avril 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 3,1% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est

<sup>1</sup> Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 17 juin 2022

accru de 9,1%. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 9,1% et 12,7%, après des progressions de 8,7% et 12,7% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité, en raison notamment de la conduite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

En revanche, le rythme haussier de l'inflation s'est maintenu à un plus haut niveau dans les pays de l'Union pour ressortir, en glissement annuel, à 6,8% en mai 2022, tout comme le mois précédent. Cette accélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales dans la plupart des pays de l'Union, induit par la baisse de la production céréalière de l'Union au cours de la campagne 2021/2022, ainsi que l'accentuation des difficultés d'approvisionnement des marchés. Elle est également en lien avec l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, exacerbées par le conflit russo-ukrainien.

Au titre de la situation monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles au cours du mois de mai 2022, en ligne avec la politique monétaire accommodante poursuivie par la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Sur les guichets des appels d'offres de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,00% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti en hausse à 2,33% en mai 2022, après une réalisation de 2,28% un mois plus tôt. Quant aux taux débiteurs appliqués par les banques aux concours octroyés à leur clientèle, ils ont maintenu la tendance ascendante (6,31% en avril, après 6,28% et 6,25% en mars et février 2022).

La masse monétaire a enregistré une progression de 13,6%, en glissement annuel, à fin avril 2022 contre 11,9% un mois plus tôt. L'accélération de la masse monétaire est en lien avec le renforcement des créances intérieures (+20,8% en avril 2022 contre +18,8% en mars). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale assurent 5,2 mois d'importations de biens et services, tout comme en mars 2022. Le taux de couverture de l'émission monétaire se situe à 79,5%, contre 79,9% au mois de mars 2022.

## **2. Perspectives**

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 5,4% et 5,2% aux deuxième et troisième trimestres 2022, respectivement, après une hausse de 5,6% le trimestre précédent. Les performances économiques seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce, ainsi que de la demande extérieure des produits de base.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 6,9% à fin juin et juillet 2022. La hausse des prix serait en lien avec le renchérissement des produits pétroliers et alimentaires. Les mesures prises par les États pourraient imprimer une décélération des pressions inflationnistes.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1. Activité économique dans le monde

*L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les conséquences de la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. L'assouplissement des restrictions visant les usines, dans le cadre de la politique zéro-Covid-19 en Chine, a exercé un effet modérateur.*

Aux **États-Unis**, les signes de ralentissement de l'activité économique se sont multipliés. La demande intérieure s'est affaiblie, avec la dégradation de la confiance des consommateurs, en lien avec les fortes pressions inflationnistes, et la baisse surprise des ventes de détail. A cet effet, le rythme de croissance de l'activité du secteur privé s'est replié en mai 2022, avec l'indice PMI ressortant à 57,0 points, après une réalisation de 59,2 points pour le mois d'avril 2022. Dans la **zone euro**, l'activité économique a ralenti en mai 2022 par rapport au mois précédent, en raison des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix, qui ont pesé sur la demande. L'indice PMI composite résumant l'activité du secteur privé a baissé de 55,8 points en d'avril à 54,8 points en mai 2022. L'économie **britannique** a, de son côté, connu un net ralentissement de sa croissance, en lien avec l'affaiblissement de la demande, induit par la fermeté des prix. En effet, les prix dans le secteur des services, tarifs payés ou facturés, ont enregistré leur plus forte hausse depuis 1996. L'indice PMI composite de l'activité globale a, par conséquent, baissé, en passant de 58,2 points en avril à 53,1 points en mai 2022. Au **Japon**, l'économie a continué sur sa tendance progressive du mois précédent, et ce malgré les contrecoups économiques de la guerre en Ukraine. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 53,3 points en mai 2022, après une réalisation de 53,2 points en avril 2022.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En Chine, la croissance économique s'est stabilisée, avec un redressement de la production industrielle, du fait de l'assouplissement des restrictions liées à l'épidémie de coronavirus imposées dans certaines villes. L'indice PMI manufacturier s'est établi à 49,6 points en mai 2022, contre 48,0 points en avril 2022. En **Inde**, l'activité économique a continué son accroissement, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 54,6 points en mai 2022 après 54,7 points en avril 2022. En **Russie**, l'économie continue de se ressentir des effets des sanctions internationales. Toutefois, l'activité s'est améliorée par rapport au mois précédent. L'indicateur PMI est ressorti à 48,2 points en mai 2022 contre 44,7 points en avril 2022. L'économie **brésilienne** a également ralenti son expansion, avec un indice PMI passant de 58,5 points en avril 2022 à 58,0 points en mai 2022.

En **Afrique du Sud**, l'activité industrielle a connu une progression, à un rythme plus rapide en mai 2022, alors que les nouvelles commandes de vente ont repris après les inondations dans la province du KwaZulu-Natal en avril. En effet, l'indice PMI est passé de 50,7 points en avril 2022 à 54,8 points en mai 2022. Au **Nigeria**, l'activité économique a continué sur sa tendance haussière, l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est resté inchangé à 53,9 points en mai 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite montre une accélération du déclin de l'activité manufacturière, avec un indice PMI s'établissant à 47,4 points en mai contre 48,3 points en avril 2022.

Dans la **zone CEMAC**, l'activité économique a été orientée à la hausse. Elle est portée par la bonne tenue de la demande intérieure et la hausse des cours du baril de pétrole, ainsi que le

regain de reprise des secteurs sinistrés par la pandémie de Covid-19. Les incertitudes persistantes liées à la crise russo-ukrainienne et le début du resserrement des conditions financières et monétaires au plan régional et international ont pesé sur les performances de la CEMAC. Dans cette zone, l'indicateur Composite des Activités Économiques (ICAE), en glissement annuel, augmenterait de 3,9% au premier trimestre 2022, après une réalisation de 2,9% au quatrième trimestre 2021. Sur l'année 2022, il est attendu un taux de croissance de 4,0%.

## 1.2. Actions des banques centrales

***Malgré le risque de récession qui plane sur les économies, les banques centrales, à travers le monde, continuent de resserrer leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation.***

La Banque Centrale Européenne (BCE) a, le 9 juin 2022, amorcé un durcissement de sa politique monétaire. En effet, face à une inflation qui devrait atteindre 6,8% en 2022, la BCE a décidé de mettre un terme à son programme d'achats de titres à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022. A cet effet, l'institution anticipe une première augmentation de ses taux directeurs de 25 points de base (pdb) en juillet 2022, suivie d'une autre en septembre 2022, dont l'ampleur dépendrait de la dynamique future de l'inflation.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale (FED) a, le 15 juin 2022, relevé son taux directeur de 75 pdb pour l'établir entre 1,50% et 1,75%. Cette hausse, la plus forte depuis 1994, est motivée par la priorité donnée au contrôle de l'inflation, qui se maintient à des sommets jamais vus depuis plus de quarante ans. En effet, la hausse des prix est ressortie à 8,5% en mai 2022. Sur l'ensemble de l'année, la FED table sur une inflation de 5,2% contre 4,3% projeté en mars en 2022. Pour sa part, la Banque du Canada a, le 1<sup>er</sup> juin 2022, relevé son taux directeur de 50 points de base à 1,50%, pour lutter contre l'inflation. En effet, l'invasion russe en Ukraine, les confinements liés à la pandémie de la Covid-19 en Chine et la persistance des perturbations d'approvisionnement dans le monde ont maintenu les pressions inflationnistes au Canada.

La Banque d'Angleterre (BoE) a, le 16 juin 2022, annoncé une cinquième hausse consécutive de son taux directeur de 25 pdb, le portant à 1,25%, nouveau record depuis 2009. Cette décision vise à lutter contre l'inflation qui devrait, selon l'Institut monétaire, dépasser 11% sur un an au Royaume-Uni en octobre 2022. Par ailleurs, la BoE indique qu'elle sera particulièrement attentive aux indications de pressions inflationnistes persistantes et répondra si nécessaire avec force. En Suisse, la Banque Centrale (BNS) a, le 16 juin 2022, entamé le resserrement de sa politique monétaire pour la première fois depuis 2015, en relevant son taux directeur de 50 pdb tout en le maintenant en terrain négatif à -0,25%. Cette décision vise à contrer la hausse des prix qui est anticipée à 2,8% pour 2022 contre une première prévision de 2,1% en mars 2022.

Au Japon, la Banque centrale (BoJ) a, le 17 juin 2022, maintenu des taux d'intérêt extrêmement bas et ses prévisions pour maintenir les coûts d'emprunt aux niveaux actuels ou inférieurs, signalant sa détermination à se concentrer sur le soutien de la reprise timide de l'économie après la Covid-19. En effet, lors de la réunion politique monétaire, la BoJ a maintenu son objectif de -0,1% pour les taux à court terme et sa promesse de guider le rendement à 10 ans autour de 0%. Cependant, dans son analyse des récentes fortes baisses du yen qui impacteraient l'économie, la BoJ a déclaré qu'elle devait surveiller de près les conséquences de ces mouvements de taux de change.

Dans les pays émergents, la Banque Centrale de Russie a, le 10 juin 2022, abaissé son taux directeur de 150 pdb à 9,50%. Les Autorités monétaires estiment que malgré un environnement difficile pour l'économie russe, l'inflation ralentit plus vite et le déclin de l'activité économique est moins important que prévu. En Inde, la Banque Centrale a, le 8 juin 2022, décidé d'augmenter son principal taux directeur de 50 pdb pour le porter à 4,90%. Cette décision vise à contenir l'inflation qui est ressortie à 7,8% en avril 2022, ainsi que la dépréciation de la monnaie nationale. Au Brésil, la Banque Centrale a, le 15 juin 2022, relevé pour la onzième fois d'affilée son taux directeur de 50 points de base, à 13,25%, un plus haut niveau de cinq ans, pour tenter de freiner l'inflation. En effet, l'inflation s'est aggravée au Brésil, en s'élevant à 11,7% en mai 2022, après avoir atteint 12,1% un mois plus tôt.

En Afrique, la Banque Centrale d'Afrique du Sud a, le 19 mai 2022, relevé son taux directeur de 50 points de base, le portant à 4,75%, après avoir exprimé ses préoccupations au sujet de l'inflation, qui demeure obstinément élevée. En effet, la hausse des prix à la consommation est ressortie à 5,9% en mars et avril 2022. En Tunisie, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale a, le 17 mai 2022, décidé de relever son taux directeur de 75 points de base à 7,0%. Cette décision vise à contenir la hausse du taux d'inflation, qui a atteint 7,5% en avril 2022, en glissement annuel, après une réalisation de +7,2% le mois précédent et +5,0% en avril 2021, soit le plus haut niveau enregistré depuis fin 2018.

La Banque Centrale du Ghana (BoG) a, le 23 mai 2022, décidé de relever son principal taux d'intérêt de 200 points de base pour le porter à 19,00%. Cette décision vise à freiner les pressions inflationnistes et à promouvoir la stabilité macroéconomique. En effet, en avril 2022, le taux d'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 18 ans, soit 23,6% contre respectivement 19,4% et 15,7% en mars et février 2022. Dans ce contexte, le Comité de politique monétaire de la BoG a estimé qu'il devait s'attaquer de manière décisive à la hausse actuelle des prix, afin de ré-ancrer les attentes et de favoriser la stabilité macroéconomique. La Banque centrale du Nigéria a, le 24 mai 2022, rehaussé son taux directeur de 150 points de base à 13,0%, dans le but de faire face à une inflation devenue galopante. En effet, le taux d'inflation du Nigeria est ressorti à 16,8% en avril 2022 contre 15,9% en mars 2022, son plus haut niveau depuis août 2021.

### 1.3. Marchés des matières premières

***Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont repliés, sous l'effet des inquiétudes touchant la demande mondiale, malgré la réouverture de l'économie chinoise après les mesures de zéro-Covid-19. En revanche, les cours des produits alimentaires importés se sont inscrits en hausse. Ils sont portés par les difficultés d'approvisionnement des marchés, induites par la guerre en Ukraine, et le renforcement de la demande.***

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA enregistrent pour le deuxième mois consécutif une baisse, en variation mensuelle, de 0,9% en mai 2022, en lien avec les incertitudes touchant la demande mondiale. Cette baisse, qui prolonge celle amorcée en avril 2022, fait suite à une période de mars caractérisée par des hausses vertigineuses des cours à cause des effets de la guerre en Ukraine. Les baisses des prix concernent les produits non énergétiques (-2,8% en mai contre +1,4% en avril 2022). Le repli des cours des produits alimentaires touche notamment **l'huile de palmiste** (-13,4%), **l'huile de palme** (-0,7%), le **cacao** (-3,7%) et le **café** (-0,8%). La baisse concerne également les autres matières premières (-0,9%) comme le **caoutchouc** (-2,2%) et le **coton** (-0,5%). Les **autres métaux et minéraux** comme le **zinc** (-14,0%) et les métaux précieux comme l'**or** (-4,4%) ont connu un repli de leur

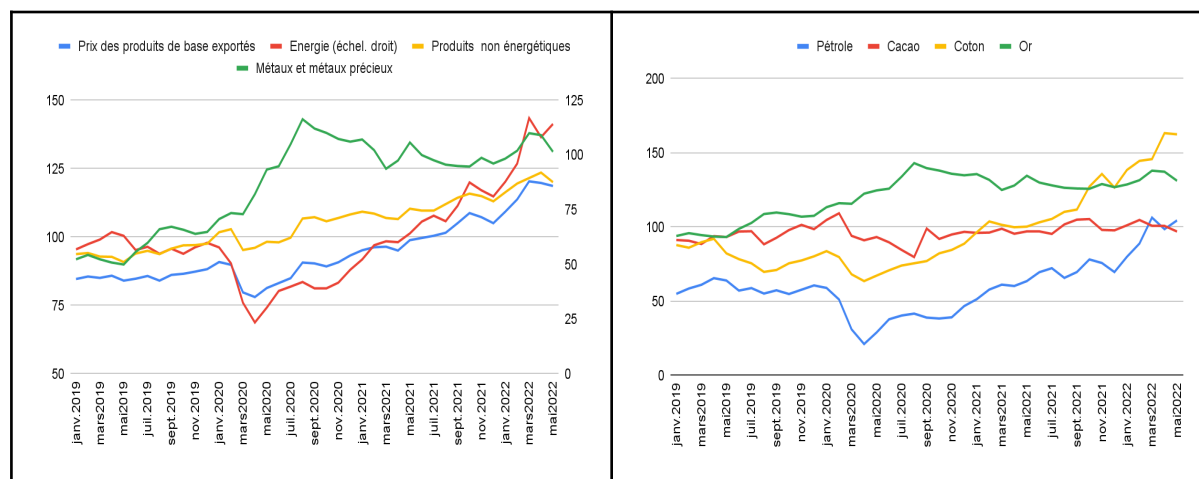


cours durant la période sous revue. Quant aux produits énergétiques, ils ont, après une baisse drastique de 6,9% au mois d'avril 2022, connu une hausse de 5,5% en mai 2022 (pétrole : +6,0% et gaz : +3,4%). Cette situation traduit les effets inflationnistes de la guerre russo-ukrainienne, notamment sur les prix de l'énergie. Le déblocage massif des réserves stratégiques dans les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie et le renforcement du cours du dollar américain ont modéré la tendance haussière des prix du pétrole.

Les cours des **huiles de palme** et **palmiste** ont été impactés par l'accroissement de la production de 3,6% par rapport à avril 2022 pour atteindre 1,46 million de tonnes en Malaisie, tandis que les exportations ont chuté de 17,7% à 1,05 million de tonnes. Les prix de l'**or** ont régressé, en lien avec le durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (FED) et la hausse du rendement des obligations américaines. En revanche, les prix du **coton** ont baissé, en raison de la perspective d'offre plus élevée dans les principales régions de production. L'affaiblissement de la demande a accentué la tendance. La baisse des cours du **cacao** est liée aux bonnes conditions météorologiques en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, qui connaît actuellement une pluviométrie abondante dans ses zones de production, ce qui augure une bonne campagne intermédiaire.

En revanche, les prix du **pétrole** ont été tirés à la hausse, en lien avec l'accord des dirigeants de l'UE pour interdire l'accès à 90% du pétrole brut russe d'ici à la fin de 2022, alimentant les inquiétudes d'un marché mondial déjà tendu. La perspective de la reprise de la demande de la Chine, après que les villes de Pékin et de Shanghai aient assoupli les restrictions liées à la Covid-19, a accentué la tendance.

**Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à mai 2021, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 20,1%, après une réalisation de 26,0% le mois précédent. La hausse des cours concernent les produits énergétiques (+77,9%), comme le gaz naturel (+175,2%) et le pétrole (+64,7%), ainsi que les produits non énergétiques (+9,1%), dont des produits alimentaires (+1,6%) : les huiles végétales (+25,1%) et le café (+37,8%), d'autres matières premières agricoles (+47,5%) : le **coton** (+61,0%) et le **caoutchouc** (+18,8%) et les matières minérales (+6,7%), dont le **zinc** (+26,5%), l'**uranium** (+5,1%) et les engrais (+148,8%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont connu une hausse de 4,7% en mai 2022, après celle de 0,8% un mois auparavant. Les prix ont été soutenus par les difficultés d'approvisionnement des marchés et le renforcement de la demande. Les hausses concernent le **blé** (+7,0%), le **riz** (+5,4%) et les **huiles végétales** (+3,2%). En revanche, les cours du **sucre** se sont repliés (-1,5%).

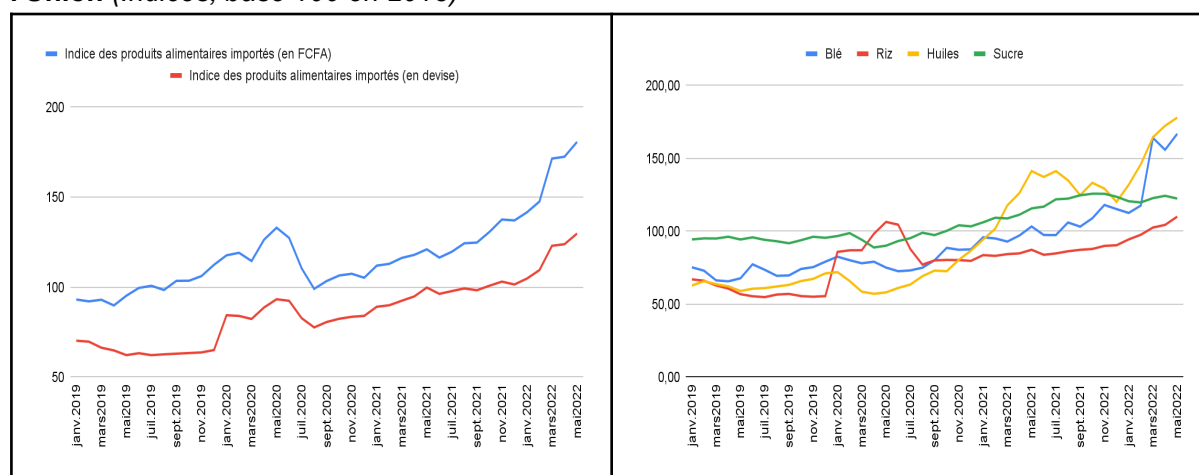
Les prix du **blé** sont soutenus par la baisse de l'offre mondiale, en raison des conditions météorologiques défavorables en Amérique du Sud. En outre, la production de l'Ukraine, qui devrait chuter de 35% à 21,5 millions de tonnes, en raison de la destruction directe et de problèmes logistiques dus à la guerre, a renforcé la tendance à la hausse des cours du blé. L'embargo sur les exportations de blé, décrété par l'Inde pour garantir en interne sa sécurité alimentaire, a également soutenu les prix de ce produit.

Les perspectives d'une demande solide des Etats-Unis et l'offre mondiale limitée, en raison des conditions météorologiques défavorables en Amérique du Sud et des perturbations continues des expéditions en provenance de la mer Noire, ont poussé à la hausse les cours des **huiles végétales**.

Les prix du **riz** sont soutenus par une combinaison de fortes demandes adressées aux exportateurs asiatiques, notamment les achats des pays du Proche-Orient, et les problèmes météorologiques en Amérique.

En revanche, les cours du **sucre** subissent la pression des perspectives de récoltes plus favorables en Inde et au Pakistan, ce qui compenserait la baisse attendue de la production en Europe.

**Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2021, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 30,1% en mai 2022, après un accroissement de 30,6% le mois précédent. Cette tendance haussière a été imprimée par le renchérissement du blé (+61,5%), du riz (+26,0%), des huiles végétales (+25,9%) et du sucre (+11,9%). Exprimés en franc CFA, les prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA se sont accrus de 46,2%, tirés par les accroissements des prix du blé (+77,2%), des huiles (+54,0%), du riz (+35,9%) et du sucre (+28,5%).

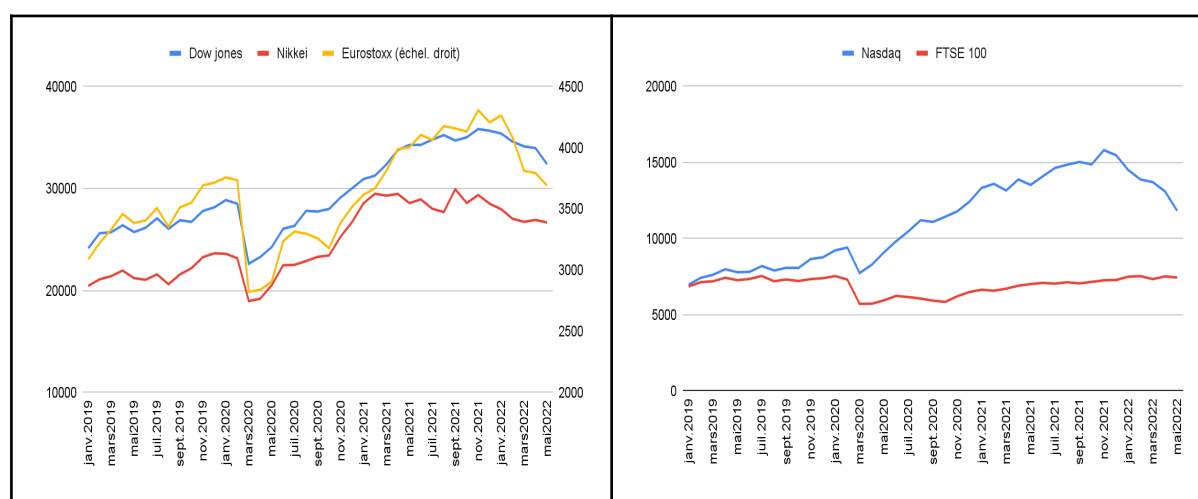
## 1.4. Marchés financiers mondiaux

**Les marchés financiers mondiaux ont connu des évolutions négatives en mai 2022. Les investisseurs ont été, à la fois, influencés par les mauvaises perspectives, en lien avec la crise découlant de la guerre russo-ukrainienne, et la volonté des banques centrales de resserrer leur politique monétaire, dans le but de contenir les pressions inflationnistes.**

### 1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers sous-régionaux et internationaux ont connu des évolutions négatives sur la période récente. Au niveau africain, hormis les cours boursiers du Nigeria (NSE : +8,0%) qui se sont accrus, les indices du Ghana (GSE: -3,2%), ainsi que ceux du Maroc (MASI : -2,2%) et de l'Afrique du sud (FTSE : -4,4%) se sont repliés. Au plan international, la tendance est restée globalement baissière. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont contractés respectivement de 9,8% et 4,6% par rapport à leur niveau du mois d'avril 2022. De même, en Europe, l'indice EUROSTOXX 50 de la zone euro et le CAC 40 français se sont repliés, respectivement de 2,7% et de 2,3%. Au Royaume-Uni et au Japon, les indices FTSE 100 et NIKKEI 225 ont enregistré chacun une baisse de 1,0%.

**Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)**



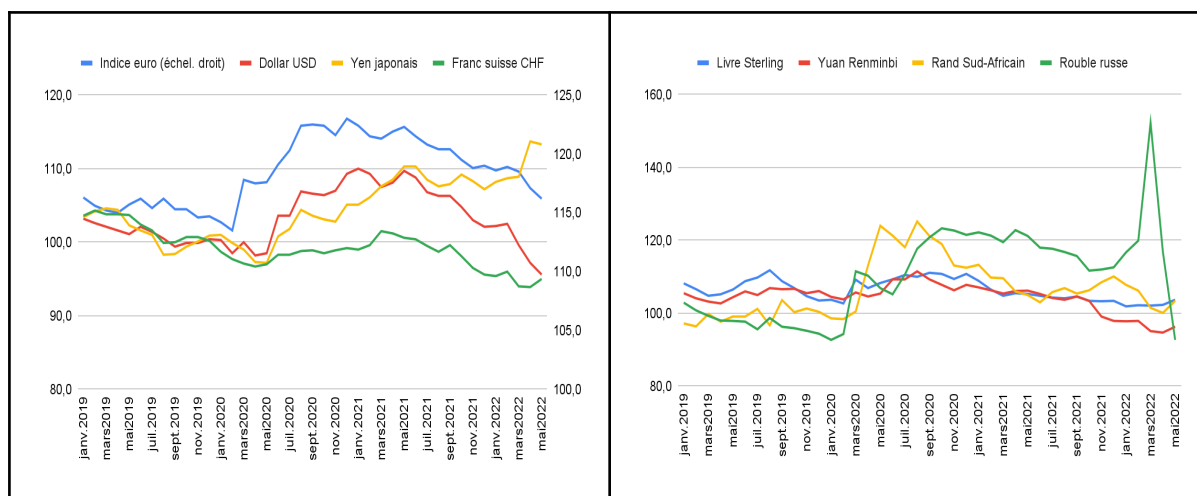
Sources : Reuters, calculs BCEAO

### 1.4.2. Les taux de change

En mai 2022, sur la base de l'indice calculé par la BCE, la monnaie européenne s'est dépréciée de 1,0%, après une baisse de 0,9% le mois précédent. L'affaiblissement de l'euro est en lien notamment avec la divergence de l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), avec celles des autres grandes banques centrales du monde (FED, BoE, Banque du Canada, etc). La devise de la zone euro s'est dépréciée vis-à-vis du dollar américain (-2,2%), du dollar canadien (-0,5%) et du yen japonais (-0,3%). En revanche, elle s'est renforcée à l'égard de la livre sterling (+1,6%) et du franc suisse (+1,4%). Par ailleurs, l'euro s'est apprécié à l'égard des monnaies des pays émergents (yuan chinois : +1,8%, la livre turque : +3,2% et le won coréen : +0,2%). Toutefois, la monnaie européenne s'est fortement dépréciée par rapport au rouble russe (-20,6%).

## Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

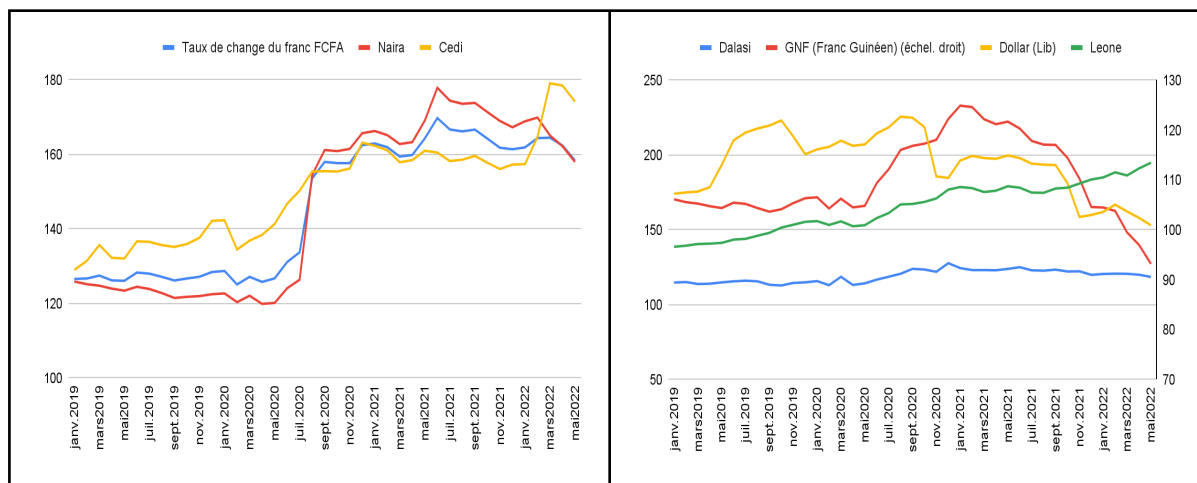


Sources : BCE, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 2,5% au cours du mois de mai 2022 par rapport aux monnaies des autres pays, après sa dépréciation de 1,3% en avril 2022. Hormis face à la leone sierra léonaise (+2,0%), le franc CFA s'est contracté vis-à-vis de toutes les autres monnaies de la sous-région (franc guinéen : -3,9%, dollar libérien : -3,2%, naira nigérian : -2,6%, cedi ghanéen : -2,4% et le dalasi gambien : -1,2%).

## Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est déprécié de 3,6% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il enregistre une baisse de 23,4% et de 23,3% par rapport au franc guinéen et au dollar libérien, de 6,6% à l'égard du naira nigérian et de 4,3% vis-à-vis du dalasi gambien. Cependant, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée de 8,8% et de 8,2% respectivement par rapport à la leone sierra léonaise et au cedi ghanéen. En particulier, la dégradation de la situation économique du Ghana explique la faiblesse de la monnaie de ce pays par rapport au franc CFA.

## II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

Les indicateurs de la conjoncture interne à fin avril 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 3,1% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 9,1%. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 9,1% et 12,7%, après des progressions de 8,7% et 12,7% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité, en raison notamment de la conduite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

#### 2.1.1. Production industrielle

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 3,1%, après une réalisation de 3,2% en mars 2022. L'activité industrielle est essentiellement tirée par le renforcement de l'industrie manufacturière (+4,0 points de pourcentage de contribution contre +2,0 points le mois précédent), en particulier les articles d'habillement (+3,3 points contre +2,5 points le mois précédent) et les produits chimiques (+0,8 point contre +0,6 point le mois précédent) et, dans une moindre mesure, la production d'eau et d'électricité (+0,1 point de pourcentage contre +0,3 point le mois précédent).

**Tableau 1 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO**  
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
<b>Production des activités extractives</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,1</b>
Minerais métalliques	0,7	2,2	-0,6	1,3	1,6	0,7
<b>Industries manufacturières</b>	<b>-2,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>
Articles d'habillement	-2,0	3,0	-0,4	3,8	2,5	3,3
Produits chimiques	0,0	-0,5	-0,5	-0,3	0,6	0,8
Autres produits minéraux non métalliques	0,4	1,0	0,0	0,9	-0,2	-0,2
Electricité, eau et gaz	0,7	0,8	0,4	0,5	0,3	0,1
<b>Indice Général</b>	<b>0,1</b>	<b>4,0</b>	<b>0,5</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>

Source : BCEAO, (\*) données provisoires

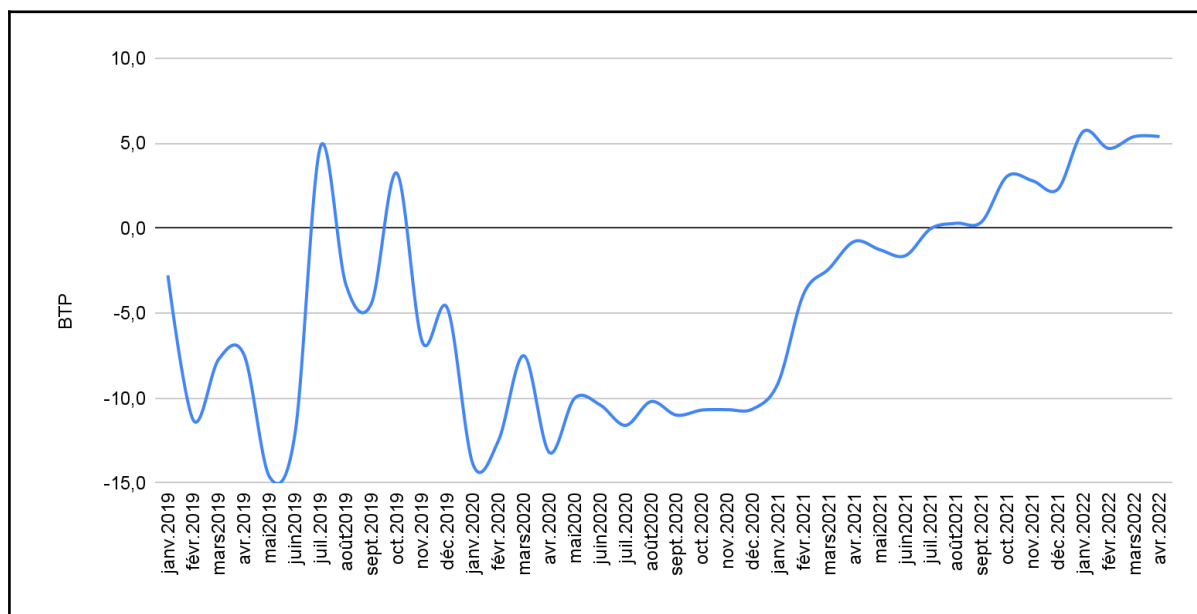
En outre, en variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est inscrit sur une tendance haussière, avec une hausse de 3,9% en avril 2022, après un accroissement de 0,5% le mois précédent. L'orientation favorable des activités industrielles est imputable à la hausse des activités des industries manufacturières (+2,9 points de pourcentage de contribution), et des activités extractives (+0,4 point de pourcentage de contribution).

#### 2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données du mois d'avril 2022 de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'écart de

l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,4 points comme au mois précédent. Par pays, une amélioration de l'activité des BTP a été relevée au Sénégal (+18,9 points), en Côte d'Ivoire (+7,7 points), au Bénin (+7,3 points) et en Guinée-Bissau (+5,2 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Burkina (-4,0 points), au Togo (-3,9 points), au Mali (-3,1 points) et au Niger (-1,9 point).

**Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)**



Source : BCEAO

### 2.1.3. Activité commerciale

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, reste élevé, s'établissant à 9,1% en avril 2022, après une hausse de 9,3% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+7,1 points de pourcentage de contribution), des produits de la personne (+0,6 point de pourcentage de contribution), des produits de logement ainsi que ceux des automobiles, motocyclistes et pièces détachées (+0,4 point) et des produits de l'alimentation (+0,3 point).

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	avril	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
<b>Produits de l'alimentation</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,4</b>	<b>0,3</b>
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,4	1,9	-0,3	0,1	2,7	1,0
<b>Equipelement de la personne</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,7	-0,3	0,0	0,1	0,1	0,6
<b>Equipelement de logement</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
<b>Automobiles, motocycles et pièces détachées</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
dont véhicules automobiles neufs	-1,4	-0,1	-0,2	0,3	-0,1	0,4
<b>Produits pétroliers</b>	<b>-6,2</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>5,5</b>	<b>7,1</b>
<b>Produits pharmaceutiques et cosmétiques</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-1,3	-0,4	0,5	-0,8	0,0	-0,4
<b>Produits divers</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-11,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une détérioration, en variation mensuelle, avec une légère baisse de 0,3% au cours du mois d'avril 2022, après un repli de 1,2% un mois plus tôt. Le recul de l'activité dans le commerce de détail est principalement lié à celui des ventes des produits pharmaceutiques et cosmétiques (-0,7 point de pourcentage de contribution) et des produits de l'alimentation (-0,4 point).

#### 2.1.4. Services marchands

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une progression de 9,1% en avril 2022 contre 8,7% un mois plus tôt. L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands non financiers est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné le Bénin (+17,0%), le Togo (+14,9%), la Côte d'Ivoire (+10,5%), le Mali (+7,7%), le Niger (+7,2%), le Sénégal (+6,5%) et la Guinée-Bissau (+6,1%). Le Burkina (+4,2%) a connu la hausse la plus modérée.

**Tableau 3 : Variation des services marchands non financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Bénin	-1,0	-1,2	4,7	1,6	13,8	17,0
Burkina	3,2	-3,1	1,5	-2,4	3,4	4,2
Côte d'Ivoire	1,5	-2,8	0,6	0,0	7,4	10,5
Guinée-Bissau	0,5	0,2	0,2	0,2	6,1	6,1
Mali	0,3	0,3	1,8	0,6	7,4	7,7
Niger	8,1	1,0	4,7	0,0	8,3	7,2
Senegal	1,0	4,4	3,9	0,0	11,2	6,5
Togo	11,6	-1,7	8,5	-4,4	18,2	14,9
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>8,7</b>	<b>9,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

S'agissant des services financiers, leur accroissement est observé dans tous les pays de l'UEMOA sur un rythme annuel. Les hausses les plus importantes ont concerné le Niger (+14,4%), le Burkina (+14,4%), la Côte d'Ivoire (+14,3%), le Sénégal (+13,5%), le Togo (+13,3%) et le Bénin (+11,2%). La Guinée-Bissau (+7,4%) et le Mali (+6,1%) enregistrent des progressions plus modestes.

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont connu une baisse de 0,4% en avril 2022, après une hausse de 2,4% un mois plus tôt. S'agissant des services financiers, leur évolution entre mars et avril 2022 a été positive (+1,7%) après une hausse de 1,3% le mois précédent.

**Tableau 4 : Variation des services marchands financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
Bénin	1,6	1,3	-5,1	1,0	11,5	11,2
Burkina	2,0	-3,6	2,8	1,2	8,9	14,4
Côte d'Ivoire	-5,7	1,8	0,1	0,8	15,4	14,3
Guinée-Bissau	-2,9	3,3	2,8	-1,6	12,7	7,4
Mali	18,1	12,3	10,5	10,9	7,5	6,1
Niger	-1,1	0,0	-1,3	1,0	13,3	14,4
Senegal	5,1	-0,7	0,8	-0,5	13,3	13,5
Togo	-1,5	0,7	3,7	0,5	13,5	13,3
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>12,7</b>	<b>12,7</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

## 2.2. Inflation

**Le rythme de progression de l'inflation s'est maintenu dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la fermeté des prix des produits alimentaires et ceux des composantes "Logement" et "Transport".**



Le taux d'inflation ressortirait, en glissement annuel, à 6,8% en mai 2022, contre une réalisation de 6,8% en avril 2022 et 6,6% en mars 2022. La hausse du niveau général des prix est essentiellement imputable à la composante «Produits alimentaires» qui a contribué à 5,3 points à l'inflation totale et, dans une moindre mesure, aux fonctions «Logement» et «Transports», qui ont contribué chacune à 0,4 point.

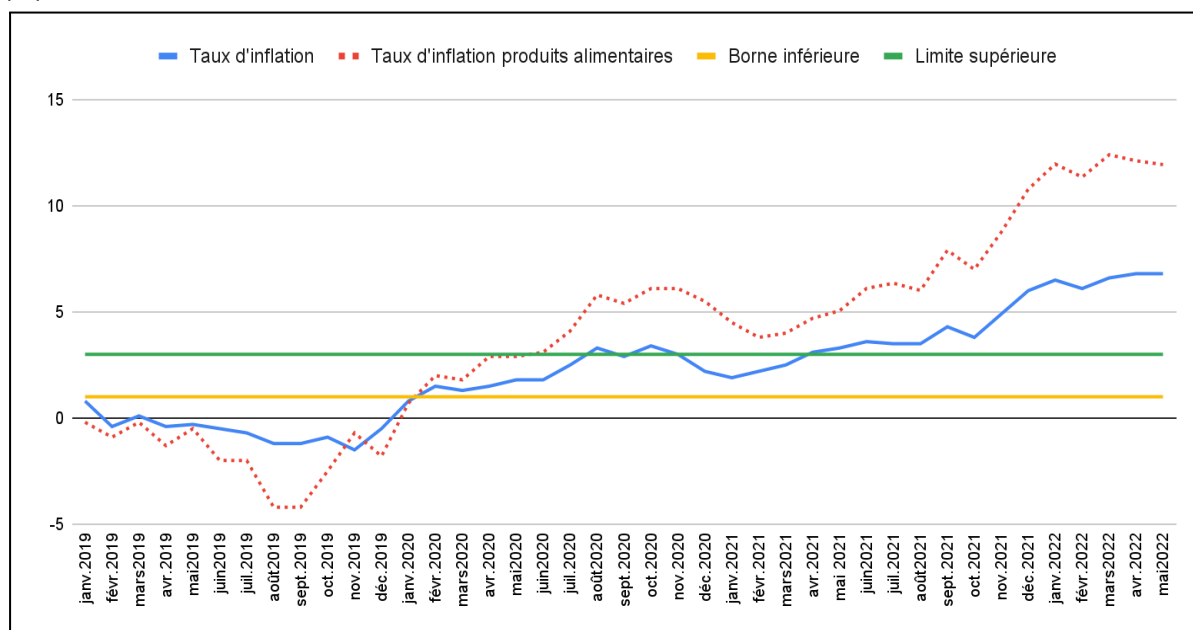
Le niveau élevé des prix de la composante «Alimentation» est lié au renchérissement des céréales, de la farine, des huiles et, dans une moindre mesure, de la viande et du poisson frais. Le renchérissement des céréales dans la plupart des pays de l'Union est en lien avec la baisse de la production céréalière de l'Union au cours de la campagne 2021/2022, ainsi que l'aggravation des difficultés d'approvisionnement des marchés, du fait notamment de l'exacerbation des tensions sécuritaires. La persistance de l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, en raison de la crise russo-ukrainienne, deux pays assurant environ 30% de l'offre mondiale de blé, a accentué la tendance. La hausse exponentielle du coût de fret mesuré par «l'indice mondial de fret conteneurisé», a également contribué à l'accentuation des tensions sur les prix. En effet, il s'est accru de 52,7% en glissement annuel, en mai 2022, après une progression de 100,8% un mois plus tôt.

S'agissant de la fonction «Logement», les tensions enregistrées demeurent liées à la hausse des prix du pétrole lampant et des combustibles solides, notamment du bois et du charbon de bois. Le renchérissement du pétrole lampant est observé au Bénin (+31,8%), au Burkina (+12,8%), au Mali (+21,6%) et au Togo (+18,7%), en lien avec la hausse des cours mondiaux du pétrole. En ce qui concerne le bois et le charbon de bois, les tensions sont relevées au Burkina, en Guinée-Bissau, au Niger, au Sénégal et au Togo, en raison de l'accroissement des coûts d'acheminement vers les grands centres urbains.

Au niveau de la composante «Transport», la hausse des prix est imputable aux services de transports terrestres et aériens, consécutive au relèvement des prix à la pompe des carburants dans certains pays de l'Union en lien avec la progression de 62,8% des cours mondiaux du pétrole brut, en variation annuelle. En effet, au cours du mois de mai 2022, les prix à la pompe de l'essence (le super) ont été revus à la hausse au Burkina (+16,3%), au Sénégal (+14,8%) et au Togo (+5,0%). Cette augmentation des prix à la pompe s'ajoute à celles déjà opérées au cours du mois d'avril 2022 en Côte d'Ivoire (+9,4% pour le super) et en mars 2022 au Bénin (+10,1%), au Mali (+14,9%), ainsi qu'au Togo (+17,8%).

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti à 4,5% en mai 2022, après une réalisation de 4,6% et 4,5% en avril et mars 2022. Cette évolution est en lien avec la hausse des prix de certaines denrées alimentaires, notamment les huiles (+19,0% contre +16,5% précédemment), les légumes secs (+19,3% contre +18,5% précédemment), les farines (+18,5% contre +21% précédemment) et la viande (+8,8% contre +9,7% précédemment). Au total, les tensions sur les prix de ces denrées alimentaires expliquent 60,0% de la hausse de l'inflation sous-jacente. Quant aux produits non alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente, les tensions concernent notamment les services de transport et de restauration.

**Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

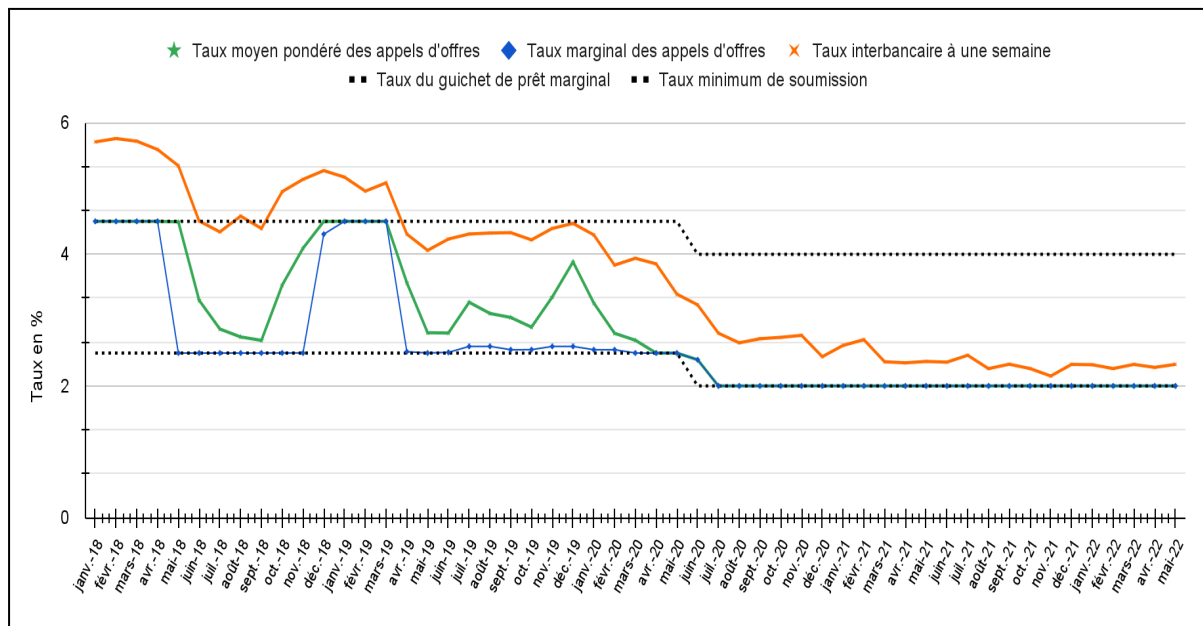
### III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONÉTAIRE

*Avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les conditions de financement dans les économies de l'UMOA sont demeurées favorables. Le financement des plans de relance des Etats et de l'activité du secteur privé s'est traduit par une croissance soutenue des agrégats monétaires.*

#### 3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Au cours du mois de mai 2022, les conditions sur le marché monétaire sont restées globalement favorables. Sur les guichets d'adjudication de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,00% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 2,33% en mai 2022, en légère hausse par rapport à son niveau de 2,28% d'un mois plus tôt. En mai 2021, ce taux se situait à 2,37%.

**Graphique 8 : Évolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2. Taux d'intérêt débiteurs

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois d'avril 2022 ont connu une hausse par rapport au mois précédent. En effet, hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,31%, contre 6,28% un mois auparavant et 6,26% un an plutôt. Le coût du crédit bancaire a augmenté en Guinée-Bissau (9,68% contre 7,80%), au Togo (7,24% contre 6,85%), au Bénin (7,28% contre 6,90%), au Burkina (7,30% contre 6,98%), au Niger (8,40% contre 8,15%) et en Côte d'Ivoire (5,85% contre 5,75%). En revanche, des baisses sont notées au Mali (7,33% contre 7,49%) et au Sénégal (5,44% contre 5,49%).

Les taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme se sont repliés d'un mois à l'autre pour s'établir à 4,99%, contre 5,25% un mois auparavant. Par pays, une baisse de la rémunération des dépôts est notée au Sénégal (4,32% contre 5,39%) et au Burkina (5,66% contre 6,08%). Par contre, une amélioration de la rémunération des dépôts est relevée en Côte d'Ivoire (5,03% contre 4,58%), au Mali (5,01% contre 4,57%), en Guinée-Bissau (3,80% contre 3,42%), au Bénin (5,42% contre 5,23%), au Niger (5,86% contre 5,81%) et au Togo (5,91% contre 5,86%).

### 3.3. Liquidité bancaire

Au mois de mai 2022, la liquidité propre des banques a connu une amélioration de 129,3 milliards de francs CFA. Cette hausse est consécutive à l'incidence positive du solde de leurs opérations avec les Trésors et des autres facteurs nets (+142,0 milliards) et le solde des transferts nets avec l'Extérieur (+49,6 milliards). En revanche, les retraits nets de billets aux guichets des banques (-62,2 milliards) ont atténué la consolidation de leur position structurelle de la liquidité.

**Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)**

Variation des facteurs autonomes (en milliards)	mai-21 / avr-21	avr-22 / mars-22	mai-22 / avr-22
Circulation fiduciaire (1)	36,8	292,9	62,2
Transferts nets des banques (2)	52,4	487,9	49,6
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	-240,5	-633,7	142,0
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-224,9	-438,8	129,3
Réserves obligatoires (5)	14,1	-15,3	5,1
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	239,0	423,6	-124,2
Refinancements (7)	267,0	378,1	-32,5
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	<b>42,1</b>	<b>-60,7</b>	<b>96,8</b>

Source : BCEAO

Durant le mois de mai 2022, les banques de l'UEMOA ont baissé leur recours au refinancement de la Banque Centrale (-32,5 milliards). En ligne avec ces évolutions, la liquidité bancaire a connu une hausse de 96,8 milliards.

**Tableau 6 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>2</sup>**

Valeurs en milliards	Encours			Variation	
	mai 21	avr. 22	mai 22	avr-22 / mars-22	mai-22 / avr-22
Guichet hebdomadaire	3 425,2	4 468,2	4 336,5	423,4	-131,7
Guichet mensuel	1 637,3	1 599,5	1 625,4	-62,9	25,9
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet de relance	98,5	247,7	321,0	11,3	73,4
Guichet de Soutien et de Résilience	0,0	129,1	129,1	6,3	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	5 161,0	6 444,4	6 412,0	378,1	-32,5

Source : BCEAO

L'analyse de la constitution de réserves obligatoires au cours de la période allant du 16 avril 2022 au 15 mai 2022 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques sont ressorties à 2.207,6 milliards, soit 216,9% des réserves requises, contre 2.222,9 milliards ou 219,5% à la précédente période.

<sup>2</sup> Les données des encours ne concernent que les banques

**Tableau 7 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	36,9	53,6	68,8	19,2	14,0	137,2	56,1	83
Burkina	96,1	101,1	95,1	72,8	20,3	358,6	168,9	139,1
Côte d'Ivoire	215,5	222,4	96,9	812,9	184,8	439,9	1 028,4	252,6
Guinée-Bissau	3,0	3,9	77,3	4,3	1,7	247,7	7,3	129,4
Mali	70,0	123,3	56,8	0,0	0,0	0,0	70,0	56,8
Niger	18,6	34,2	54,5	13,4	6,0	222,9	32,1	79,8
Sénégal	89,4	110,2	81,1	686,0	88,8	772,2	775,4	389,5
Togo	20,0	26,5	75,8	49,3	27,1	182	69,3	129,5
<b>UMOA</b>	<b>549,6</b>	<b>675,2</b>	<b>81,4</b>	<b>1 658,0</b>	<b>342,8</b>	<b>483,7</b>	<b>2 207,6</b>	<b>216,9</b>

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

### 3.4 Situation monétaire

La masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 13,6% en avril 2022, contre 11,9% un mois plus tôt. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 12,9% de la circulation fiduciaire et une consolidation des dépôts de 13,8%.

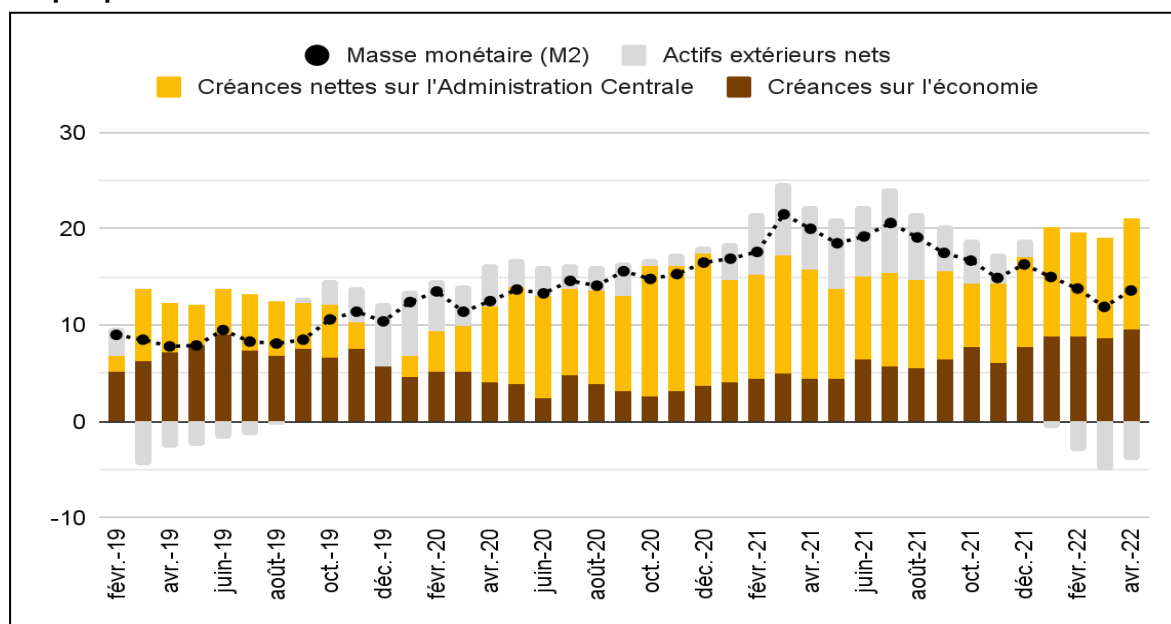
**Tableau 8 : Situation monétaire à fin avril 2022 (montants en milliards de FCFA, sauf indications contraires)**

					Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
	mars-21	avr.-21	mars-22	avr.-22	Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
	<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>37 602,7</b>	<b>37 524,8</b>	<b>42 084,0</b>	<b>42 618,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>11,9</b>
Circulation fiduciaire	8 703,6	8 890,6	9 620,9	10 035,3	1,3	4,3	10,5	12,9
Dépôts	28 899,1	28 634,1	32 463,1	32 582,9	1,7	0,4	12,3	13,8
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>8 962,7</b>	<b>8 777,6</b>	<b>7 086,6</b>	<b>7 291,2</b>	<b>-4,4</b>	<b>2,9</b>	<b>-20,9</b>	<b>-16,9</b>
<b>Créances intérieures</b>	<b>37 828,0</b>	<b>37 826,7</b>	<b>44 942,1</b>	<b>45 701,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>18,8</b>	<b>20,8</b>
Créances nettes sur APUC	13 141,6	13 123,5	17 037,9	17 391,3	3,9	2,1	29,6	32,5
Créances sur l'économie	24 686,4	24 703,2	27 904,2	28 310,0	1,0	1,5	13,0	14,6

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire (+5.093,4 milliards ou +13,6%) résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 7.874,5 milliards ou +20,8%, atténuée par la dégradation des AEN de 1.486,4 milliards ou 16,9%.

**Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 1.486,4 milliards ou 16,9% à fin avril 2022, reflétant la baisse des AEN de la Banque Centrale (-1.346,8 milliards) et de ceux des autres institutions de dépôt (-139,5 milliards). En effet, l'allocation de DTS effectuée par le FMI en août 2021 a accru les engagements extérieurs de l'Union dans un contexte où les sorties nettes de ressources vers l'extérieur effectuées par les agents économiques de l'Union ont été importantes (1.722,8 milliards sur la période de mai 2021 à avril 2022).

Les réserves de change de la Banque Centrale ont augmenté, sur un an, de 430,0 milliards pour ressortir à 13.863,2 milliards. Ce niveau assure aux économies de l'Union 5,2 mois d'importations de biens et services, le même niveau qu'en mars 2022. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 79,5% contre 79,9% le mois précédent.

### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 20,8% pour s'établir à 45.701,3 milliards en avril 2022, en liaison avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des concours à l'économie.

Le financement des déficits des Etats sur le marché régional de la dette, en lien avec les besoins induits par la crise de la Covid-19 et l'exécution de plans de relance, a contribué à accroître les créances nettes des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales. Le rythme de progression de ces créances nettes sur les APUC est demeuré soutenu, ressortant à 32,5% en avril 2022 contre 29,6% le mois précédent. En particulier, les concours des banques aux Etats sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus, en glissement annuel, de 3.037,7 milliards ou 22,4%, contre 18,4% un mois plus tôt.

La dynamique de reprise des créances sur l'économie s'est poursuivie avec une croissance annuelle de 14,6% contre 13,0% un mois plus tôt. Les crédits accordés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 11,1%, après

10,1% le mois précédent. L'encours des crédits accordés aux entreprises privées a également enregistré une hausse de 18,8%, après l'accroissement de 17,0% observé un mois plus tôt. Le rythme de progression annuel du financement de l'économie par les banques sous forme d'acquisition de titres de dettes a reculé en s'établissant à 10,9% en avril 2022 contre 14,3% en mars 2022.

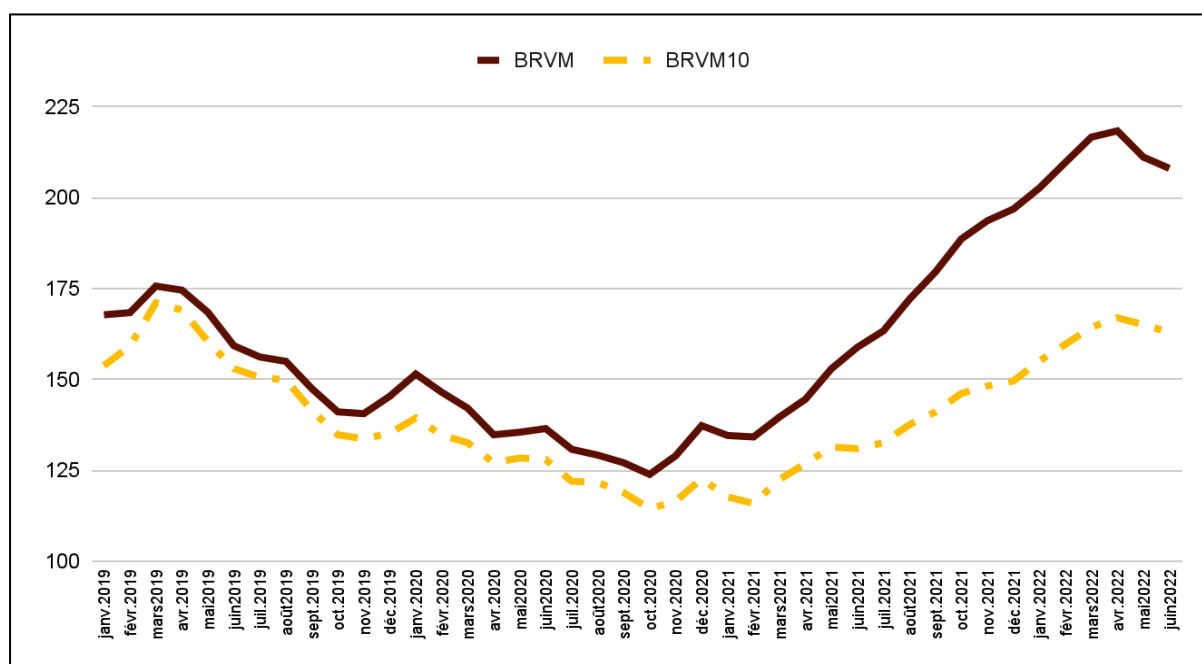
#### IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

**Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la baisse au début du mois de juin 2022. De même, les Etats ont levé moins de ressources en mai 2022, par rapport au mois précédent, sur le marché des titres de dette publique.**

##### 4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité du marché ont affiché des évolutions à la baisse. L'indice global, le BRVM Composite, a enregistré un repli de 1,1% à la date du 17 juin 2022 par rapport à sa valeur moyenne du mois de mai 2022 où il a présenté une régression de 3,3% pour s'établir à 208,8 points. De même, l'indice des dix valeurs les plus actives, le BRVM 10, s'est dégradé de 1,5% sur la même période à 162,7 points, après une baisse de 1,2% en mai 2022. En glissement annuel, les indices BRVM composite et l'indice BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 38,0% et 25,7% par rapport à mai 2021.

**Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)**

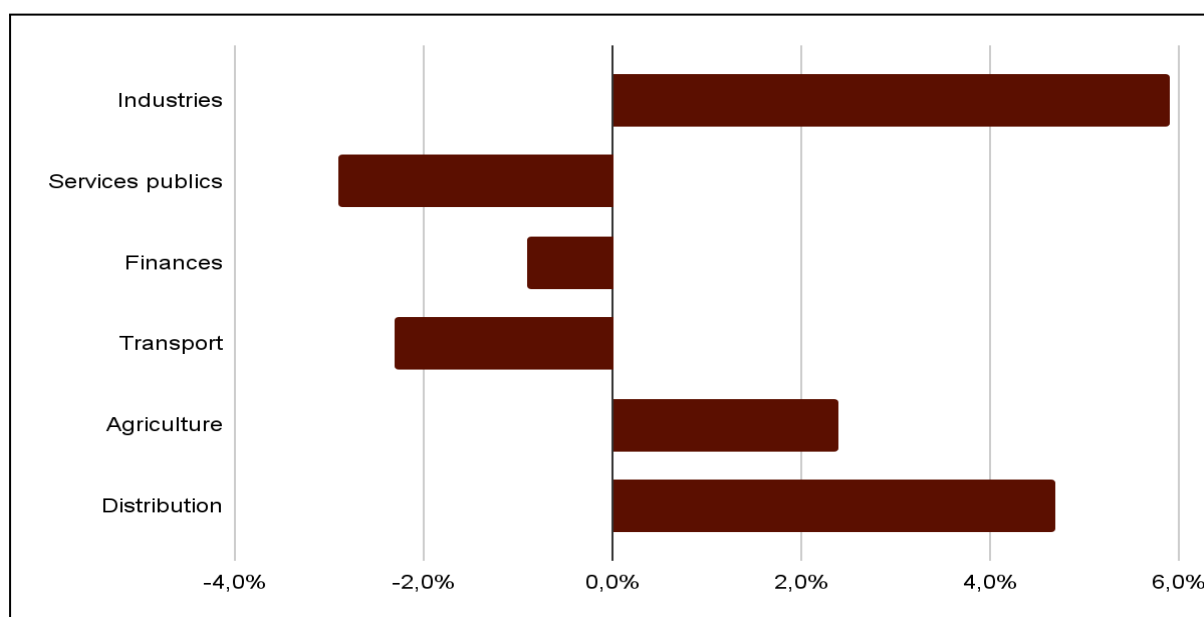


Source : BRVM

dernières observations le 17 juin 2022

La capitalisation boursière totale s'est contractée de 0,3% pour se chiffrer à 14.131,7 milliards à la date du 17 juin 2022 par rapport à sa valeur de fin mai 2022. Cette orientation baissière a été imprimée par les replis des indices des branches « Services Publics » : -2,9%, « Transport » : -2,3% et « Finance » : -1,8%. En revanche, la branche « Industrie » : +5,9%, « Distribution » : +4,7% et « Agriculture » : +2,4% ont enregistré une augmentation. En glissement annuel, la capitalisation boursière s'est accrue de 26,1% en mai 2022 comparée à la même période de l'année précédente.

**Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2022**



Source : BRVM

dernières observations le 17 juin 2022

#### 4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de mai 2022, les opérations sur le marché des titres de la dette publique se sont soldées par un repli du montant global des émissions ainsi qu'une hausse des taux d'intérêt, par rapport au mois précédent. En effet, au terme de la période sous revue, le montant global des ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union s'est établi à 414,0 milliards, dont 180,4 milliards de bons (43,6% du total) et 233,6 milliards d'obligations (56,4% du total). Les Bons de Soutien et de Résilience émis sont ressortis à 102,4 milliards et les Obligations de Relance à 233,6 milliards, soit la totalité des ressources levées sur le compartiment des obligations.

Le montant global de ressources mobilisées est en baisse de 171,3 milliards en mai 2022 par rapport au mois d'avril 2022. Cette évolution s'explique notamment par la diminution, en variation mensuelle, des émissions d'obligations du Trésor de 224,1 milliards, atténuée par l'accroissement de 52,8 milliards de celles des bons. De même, le volume des émissions, en mai 2022, ressort en recul de 199,9 milliards par rapport au mois de mai 2021, en liaison avec la baisse des émissions d'obligations (-51,6%). Par rapport au montant global prévu dans le calendrier des émissions (490 milliards), le volume des émissions enregistré au cours du mois sous revue est en retrait de 76 milliards.

Le taux de couverture<sup>3</sup> des émissions de titres publics s'est établi, en moyenne, à 133,3% en mai 2022, contre 169,6% un mois plutôt et 227,4% un an auparavant.

<sup>3</sup> Le taux de couverture est défini comme le rapport du montant des souscriptions au montant sollicité lors du lancement des émissions.



**Tableau 9 : Ressources mobilisées par les Etats en mai 2022 (en milliards)***(Montants en milliards)*

	mai 2021	2022		Variation		Variation (%)	
		avril	mai	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
Bons	131,6	127,6	180,4	52,8	48,8	41,4	37,0
Obligations	482,3	457,7	233,6	-224,1	-248,7	-49,0	-51,6
<b>Total</b>	<b>613,9</b>	<b>585,3</b>	<b>414,0</b>	<b>-171,3</b>	<b>-199,9</b>	<b>-29,3</b>	<b>-32,6</b>

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt ont enregistré des évolutions à la hausse d'un mois à l'autre sur les compartiments des bons et des obligations du Trésor. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré<sup>4</sup> des bons s'est établi à 2,74% en mai 2022, en accroissement de 7 points de base (pdb) par rapport au mois précédent. De même, le rendement moyen<sup>5</sup> sur les obligations a progressé de 4 pdb par rapport au mois précédent pour se situer à 5,50%.

En revanche, par rapport au mois de mai 2021, les conditions de taux se sont détendues à la fois sur le compartiment des bons que celui des obligations du Trésor. En glissement annuel, le taux moyen pondéré sur les bons du Trésor affiche une diminution de 81 pdb. Le rendement moyen des obligations a, quant à lui, baissé de 33 pdb.

**Tableau 10 : Evolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les Etats en mai 2022***(En pourcentage)*

	mai 2021	2022		Variation	
		avril	mai	mensuelle	annuelle
Bons	3,54	2,67	2,74	0,07	-0,81
Obligations	5,83	5,46	5,50	0,04	-0,33

Sources : UMOA-Titres, BCEAO.

## V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

***Sur les deuxième et troisième trimestres 2022, la reprise économique se poursuivrait dans l'Union, en lien avec l'exécution des plans de relance. Les performances des économies de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière, ainsi que par la hausse continue des prix des principaux produits de base exportés. Ces perspectives demeurent encore entourées de risques baissiers, en liaison avec de fortes incertitudes relatives à l'évolution de la crise sanitaire, à l'environnement sécuritaire et socio-politique dans l'Union, à l'orientation des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde.***

### 5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour les prochains mois, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée depuis le mois de juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de l'amélioration continue dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.).

<sup>4</sup> Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

<sup>5</sup> Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, en lien avec l'accroissement de la demande. L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturière et extractive, ainsi que des services marchands.

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière aux deuxième et troisième trimestres 2022 (+5,4% et 5,2% respectivement), après une réalisation de +5,6% le trimestre précédent. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce, ainsi que de la demande extérieure des produits de base.

**Tableau 11 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA (%)**

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2021	2T2021	3T2021	4T2021	1T2022	2T2022	3T2022
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,4</b>
Agriculture vivrière	0,1	0,7	0,3	-0,2	0,1	0,5	0,3
Agriculture de rente (ou exportation)	0,3	3,5	0,3	0,9	0,4	2,6	0,3
Sylviculture							
Pêche	0,2	1,0	1,7	3,5	0,3	0,7	1,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,4</b>	<b>10,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,5</b>	<b>9,4</b>	<b>7,4</b>	<b>7,2</b>
Activités extractives	10,2	13,1	9,2	6,9	15,0	9,7	8,2
Industries manufacturières	3,9	8,0	5,7	4,0	5,7	5,9	5,1
Production et dist. Électricité, gaz et eau	2,2	1,0	-0,1	-1,7	3,2	0,7	-0,1
BTP	9,7	14,3	13,9	13,5	14,3	10,6	12,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,3</b>	<b>9,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,8</b>	<b>6,5</b>
Commerce	3,9	12,5	8,5	9,6	5,7	9,2	7,6
Transports, postes et communications	7,5	13,8	11,8	10,5	11,1	10,2	10,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	3,5	7,3	5,3	5,7	5,2	5,4	4,8
Services non marchands	3,1	3,7	3,9	4,4	4,6	2,7	3,5
Impôts et taxes	3,6	5,4	6,8	7,7	5,3	4,0	6,1
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>3,8</b>	<b>7,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>

Source : BCEAO

## 5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Les conditions financières et monétaires porteraient l'empreinte de la décision du Comité de politique monétaire du 1<sup>er</sup> juin 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible, condition indispensable pour une croissance économique saine et inclusive. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,00% à 2,25% à compter du 16 juin 2022.

Dans ces conditions, les estimations, sur la base des données à fin avril 2022, situent la masse monétaire de l'Union à 43.309,5 milliards en mai 2022 contre une réalisation de 37.984,6 milliards un an plus tôt. La hausse de 5.324,9 milliards ou +14,0%, qui en résulterait, serait imputable à la progression de 7.906,5 milliards ou +20,6% des créances intérieures et au recul des AEN de 1.550,1 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+4.291,6 milliards ou +31,9%) et à celle des créances sur l'économie (+3.614,8 milliards ou +14,5%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin mai 2022 par la hausse des dépôts (+4.136,8 milliards ou 14,2%) et de la circulation fiduciaire (+1.188,1 milliards ou 13,4%).

### 5.3. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, à 6,9% en juin et juillet 2022. Cette remontée des tensions inflationnistes s'expliquerait par la persistance du renchérissement des produits pétroliers et alimentaires induit par l'envolée des cours mondiaux, aggravée par la crise russo-ukrainienne. Il convient à cet égard de noter que les prix des carburants ont déjà été revus à la hausse en juin 2022, notamment le litre du super au Sénégal (+15%) et en Côte d'Ivoire (+5,8%). Au Mali, cette hausse est de 6,5% et 6,4% respectivement pour le super et le gasoil en juin 2022. Les tensions inflationnistes devraient toutefois être atténuées par les mesures d'urgence prises par les Etats pour lutter contre le phénomène de la vie chère, ainsi que les interventions attendues au titre des Plans Nationaux de Réponse convenus entre les Etats et leurs partenaires.

**Tableau 12 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 18	déc. 19	déc. 20	nov. 21	déc. 21	mai 22	juin 22	juil. 22
Produits alimentaires et boissons	0,0	-0,5	1,8	3,8	4,7	5,3	5,4	5,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,3	0,2	-0,1	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Ameublement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	0,4	0,4	0,4
Communication	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,2</b>	<b>4,9</b>	<b>6,0</b>	<b>6,8</b>	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>

Sources : INS, BCEAO



## ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,7</b>	<b>0</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,4</b>	<b>0,3</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,2	-0,1	0,4	-0,4	-0,2	-0,6
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,4	1,9	-0,3	0,1	2,7	1
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,7	-0,3	0,0	0,1	0,1	0,6
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	0,0	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,3
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,1	0,4	-0,4	0,0	0,5	0,2
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DETACHES</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
Véhicules automobiles neufs	-1,4	-0,1	-0,2	0,3	-0,1	0,4
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,2
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,5	0,2	0,3	-0,1	0,4	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>-6,2</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>5,5</b>	<b>7,1</b>
Produits pétroliers	-6,2	-1,3	-1,3	0,3	5,5	7,1
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	-1,3	-0,4	0,5	-0,8	0,0	-0,4
Parfumerie et produits de beauté	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	-0,2	0,0	-0,2	0,0	0,1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,0
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	-0,5	0,2	0,2	0,3	0,5	0,6
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-11,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires, CVS

**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	avril	mars	avril (*)	mars	avril (*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,1</b>
Pétrole brut et gaz naturel	0,7	2,2	-0,6	1,3	1,6	0,7
Minerais d'uranium et de thorium	0,1	0,5	0,0	-0,5	0,0	-1,0
Minerais métalliques	0,6	-0,6	0,6	-0,7	-0,7	-0,9
Autres minerais	0,4	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>-2,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>
Produits alimentaires et de boissons	-2,0	3,0	-0,4	3,8	2,5	3,3
Produits à base de tabac	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Textiles	0,0	-0,5	-0,5	-0,3	0,6	0,8
Articles d'habillement	0,1	-0,9	-0,1	-2,2	1,3	0,0
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0,3	1,2	-0,1	0,8	-0,1	-0,5
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Produits pétroliers raffinés	0,4	1,0	0,0	0,9	-0,2	-0,2
Produits chimiques	-0,4	-0,2	-0,7	0,5	-1,1	-0,4
Caoutchouc et matières plastiques	-0,5	0,0	-0,2	0,3	-0,3	0,0
Autres produits minéraux non métalliques	0,5	-2,1	1,4	-0,2	-0,7	1,1
Produits métallurgiques de base	-0,1	0,3	0,0	-0,3	-0,2	-0,7
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,2	-0,9	0,6	-0,3	0,3	0,9
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	0,1	-0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,6	0,7	0,4	0,4	0,2	0,0
Eau	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
<b>Indice Général</b>	<b>0,1</b>	<b>4,0</b>	<b>0,5</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoire, CVS



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST